**NOTICE DE SELECTION**

**Un(e) Consultant(e) pour l’évaluation du potentiel du secteur privé à contribuer efficacement au financement des mesures d’adaptation aux changements climatiques en RDC**

**Référence du dossier :** **033/IC-NATIONAL/PNA/2019**

Date : 14/06/2019

**Pays :** République Démocratique du Congo, Ville : Kinshasa

**Description de la mission :** Un(e) Consultant(e) pour l’évaluation du potentiel du secteur privé à contribuer efficacement au financement des mesures d’adaptation aux changements climatiques en RDC

**Niveau de poste et d’expérience :** Consultance, national

**Intitulé du projet :** PNA

**Durée de la mission :** 20 H/J (Période étendue sur 50 jours calendaires)

Prière envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l’adresse e-mail**soumission.goma@undp.org** avec mention de la référence et intitulé du dossier**.**

**Votre proposition devra être reçue au plus tard le vendredi 28 juin 2019 à 16 heures de Kinshasa. Toute offre soumise après ce délai sera automatiquement rejetée.**

N’hésitez pas à écrire à l’adresse soumission.info@undp.org pour toute information complémentaire avant la date limite de dépôt des offres.

Les offres sont publiées sur les sites suivants du PNUD :

<http://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=56641>

**Les candidatures féminines sont vivement encouragées.**

**1. Contexte :**

|  |
| --- |
| Le territoire de la République Démocratique du Congo (RDC), d'une superficie de 2.345.409 km2 et à cheval sur l'équateur, est composé d'un bassin central (entouré de montagnes à l'est et au sud-est), de plateaux et d'une plaine littorale. Elle dispose de quatre zones climatiques : climat équatorial dans le bassin central, climat tropical humide au nord et au sud de l'équateur, climat tropical sec le long de la côte et climat montagneux à l'est. Le pays est doté d'abondantes ressources naturelles, avec un dense réseau hydrographique, une méga-biodiversité, de multiples sources potentielles d'énergies, de nombreux gisements de minerais et une vaste superficie forestière de 152,6 millions d'hectares.Avec une population estimée à 78 millions d'habitants, l'agriculture pluviale représente la principale source de revenus pour la majorité. L'agriculture paysanne y occupe 70% de la population active, mais contribue à seulement 20% du PIB. Les secteurs des services et de l'industrie emploient 34% de la population active et représentent près de 80% du PIB. La RDC dispose de près de 80 millions d'hectares de terres arables, 4 millions de terres irrigables, dont 1% seulement cultivé. Sa végétation peut supporter un élevage de 40 millions de têtes de gros bétail et sa densité halieutique est estimée à 700.000 tonnes de poisson par an. Paradoxalement, 77% de la population vivent avec moins de 1,9 dollar par tête / par jour et 7,7 millions de personnes sont touchées par l'insécurité alimentaire aigue dans les zones rurales. La majorité de la main d'œuvre est occupée par des emplois à faible valeur ajoutée. L'indice de développement humain de la RDC est l'un des plus bas au monde[[1]](#footnote-1). Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC, 2014), la RDC sera affectée par le changements climatiques de diverses façons. Avec une augmentation probable des températures de 3ºC à 5ºC au cours du prochain siècle, la durée des saisons de pluies deviendrait courte et variable, avec des pluies de forte intensité, impactant sérieusement sur les principaux secteurs économiques du pays très sensibles au climat (agriculture, hydroélectricité, etc.). Il y a un risque de graves inondations, des pertes en vies humaines, une multiplication des maladies d'origine hydrique, la destruction des infrastructures et des logements, et de grave érosion des sols induisant l'appauvrissement des sols et une baisse des rendements et des moyens de subsistance. L'incertitude croissante planant sur le secteur agricole - combinée à la faible capacité d'adaptation - augmentera les obstacles à la sécurité alimentaire et au développement social. Les populations pauvres des zones urbaines ainsi que les petits exploitants sont les plus exposés aux risques climatiques et seront les plus touchés par l'épuisement induit des ressources. Aussi, le pays s'investit-il à bâtir la résilience de son économie et de ses populations, dans une approche proactive à moyen terme, afin de réduire leur vulnérabilité aux risques climatiques, dans le cadre d'une planification intégrée. C'est dans cette optique que se situe le projet d'appui au processus " Plan National d'Adaptation " (PNA), approuvé par le Fonds vert pour le climat (GCF). Il appuiera, dans un cadre pilote, la planification de l'adaptation aux niveaux national et provincial (Kinshasa, Kwilu, Tshopo, Haut Katanga et Kongo Central), pour des secteurs prioritaires comme l'agriculture, le développement rural, la gestion de la zone côtière, la biodiversité, l'énergie, les transports, et l'eau et l'assainissement.Par ailleurs, la protection de l’environnement et l’adaptation aux changements climatiques constituent l’un de sept objectifs stratégiques du Plan National Stratégique de Développement (PNSD) (2017-2050). Cependant, l’adaptation aux changements climatiques n’est pas encore assez intégrée dans tous les documents et secteurs. De surcroît, le pays a ébauché sa Politique, Stratégie et Plan d’action pour le Changements climatiques (PSPA-CC) (2016-2020) qui ne prend pas en compte le genre et demeure très limité et non encore mise en œuvre.Le Projet PNA propose trois résultats :* **Résultat 1 :** la mise en œuvre de la PSPA-CC 2016-2020 est facilitée grâce au renforcement du cadre juridique et institutionnel et au renforcement des capacités pour la planification de l’adaptation aux changements climatiques
* **Résultat 2 :** Les priorités d’adaptation et de développement en matière de changements climatiques sont alignées et reflétées dans le Plan National Stratégique de Développement (PNSD), le Plan National d’Investissement pour l’Agriculture (PNIA) et les Plan de Développement Provinciaux (PDP) des provinces prioritaires
* **Résultat 3 :** des options de financement pour les investissements d’adaptation dans l’agriculture et le développement rural, la biodiversité, les zones côtières, la santé, l’aménagement du territoire et l’énergie sont identifiées avec le soutien du secteur privé.

Il a été officiellement lancé le 08 février 2019 par le Ministre de l’Environnement et Développement Durable au cours d’un atelier auquel différentes parties prenantes ont pris part, notamment le Ministre de la Coopération Internationale, la Secrétaire Générale au Plan, des Directeurs des Ministères sectoriels, des délégués de la société civile et des Peuples Autochtones, du secteur privé et du monde académique et recherche.Au cours de cet atelier, un Plan de Travail Annuel 2019 a été validé et une feuille de route a été adoptée. Ce plan de travail prévoit des études et activités spécifiques à mener au premier semestre de cette année.En ce qui concerne le financement des mesures d’adaptation, notons que les ressources nécessaires pour faire face aux coûts d’adaptation sont énormes et dépassent amplement la capacité des sources de financement traditionnelles. D’où l’intérêt de recourir au secteur privé. Bien que les investissements privés augmentent régulièrement depuis quelques années, soulignons qu’un grand nombre d’entreprises s’attaquent à ces questions en s’intéressant seulement aux infrastructures, sans prendre en compte l’éventail complet des interventions en matière d’adaptation susceptibles de comporter des avantages sociaux et économiques. Ces avantages sont pourtant essentiels pour créer des sociétés plus résilientes. Ainsi, afin de soutenir les efforts d’adaptation et de mise à l’échelle au moyen de solutions éprouvées, le PNUD cherche à recruter un (e) consultant (e) dans le but d’évaluer le potentiel du secteur privé et définir la stratégie adéquate lui permettant de contribuer efficacement au financement des mesures d’adaptation en RDC.**Objectif de la mission**L’objectif principal de cette mission est d’évaluer le potentiel du secteur privé à contribuer efficacement au financement des mesures d’adaptation aux changements climatiques en RDC. |

**2. Description du travail demandé, responsabilités du/de la consultant/e**

|  |
| --- |
| Sous la supervision générale du Team Leader de l’Unité Croissance Inclusive et Développement Durable (CIDD), en étroite coordination avec le Coordonnateur du Pilier CIDD avec l’appui de l’analyste au programme du PNUD en charge de la composante « Changements climatiques et Economie Verte » (CCEV), et sous la supervision directe du Coordonnateur du Projet PNA.De manière spécifique, Le (la) Consultant(e) en évaluation institutionnelle sera chargé(e) de : * Déterminer les obstacles existants au financement des mesures d’adaptation par le secteur privé et les risques associés aux investissements dans ce domaine ;
* Documenter les meilleures pratiques visant à créer un environnement favorable à la participation du secteur privé au financement des efforts d’adaptation en RDC ;
* Elaborer un plan de renforcement des capacités à l’intention du secteur privé pour son implication active dans les mesures d’adaptation avec un accent sur les femmes et les jeunes évoluant dans les secteurs ;
* Elaborer une stratégie pour mobiliser davantage le secteur privé dans l’intensification du financement des options d’adaptation incluses dans la PSPA-CC, y compris via des partenariats publics-privés.

**Méthodologie de travail**L’évaluation sera conduite par un (e) consultant (e) international (e) qui doit adopter une approche participative et inclusive. Il sera question des entretiens et réunions avec les experts de l’administration publique responsables et des services techniques (environnement, genre, développement rural, plan, agriculture, affaires foncières, aménagement du territoire, santé, …), les organisations de la société civile et du secteur privé engagées sur les questions des changements climatiques. Après la signature du contrat, le (a) consultant (e) aura 02 jours pour préparer le cadrage méthodologique et une feuille de route. Le (a) consultant (e) va interagir avec les institutions au niveau national à Kinshasa pour collecter les informations et les données, conduire des entretiens avec les acteurs, et analyser les données. Le (a) consultant (e) rédigera le rapport et le présentera lors d’un atelier national de validation. Le (a) consultant (e) animera ledit atelier et rédigera son compte rendu. La durée du diagnostic est répartie sur 20 H/J. La période est étendue sur 50 jours calendaires. Durant la mission, le (a) consultant (e) maintiendra une communication optimale avec le Coordonnateur du Projet PNA et l’Analyste au programme, tous basés à Kinshasa à travers des comptes rendus réguliers succincts, au minimum une fois par semaine.**Arrangement de mise en œuvre :**Le travail du consultant sera facilité par l’équipe de gestion du Projet PNA sous la supervision du Coordonnateur de projet, l’analyste au programme du bureau-Pays du PNUD en RDC en charge de l’Environnement, le Directeur du Développement Durable au Ministère en Charge de l’Environnement et l’Autorité Nationale Désignée du Fonds Vert pour le Climat. L’équipe assurera la coordination, l’organisation et la gestion du processus, y compris la liaison avec les partenaires, l’appui technique et la fourniture de la documentation et des commentaires pertinents au consultant. |

**3. Livrables et tranches de paiement**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Les livrables, délais d´exécution et tranches de paiement sont indiqués dans le tableau ci-dessous :1. Note méthodologique
2. Revue documentaire
3. Plan de renforcement des capacités
4. Stratégie de mobilisation du secteur privé
5. Rapport général de la mission

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| ***# Livrables*** | ***Livrables*** | ***Délai\**** | ***Tranche de paiement*** |
| ***Livrable 1*** | Note méthodologique  | 2 jours après la signature du contrat | 20 % |
| ***Livrable 2*** | Rapport de la revue documentaire | 5ème jour | 20% |
| ***Livrable 3*** | Plan de renforcement des capacités | 10ème jour  |
| ***Livrable 4*** | Stratégie de mobilisation du secteur privé | 18ème jour | 30% |
| ***Livrable 5*** | 1. Rapport général de la mission
 | 20ème jour | 30% |

 |

**4. Durée de la mission**

|  |
| --- |
| Le nombre total de jours de travail dans le cadre de ce contrat alloué au consultant international sera de 20 H/J répartis sur 50 jours calendaires afin de permettre au PNUD et aux partenaires concernés d’apporter leurs observations sur le rapport et organiser l’atelier de restitution. |

**5. Qualifications et Expérience requises**

|  |
| --- |
| I. Qualifications académiques :Un diplôme universitaire (de niveau BAC+5, minimum) Maîtrise en sciences économiques et Finances, Sciences de l’Environnement ou domaine équivalentII. Expérience : Au moins 8 ans d’expérience analytique et pratique dans le secteur des Finances et de l’économie en particulier en lien avec le secteur privé, la gestion de l’environnement, le secteur des investissements et de la finance. III. LanguesUne bonne maîtrise du français parlé et écrit. La connaissance de l’anglais est un atout.Compétences :* Capacité à gérer la charge de travail avec un minimum de supervision ;
* Capacité à travailler sous pression et à respecter des délais serrés ;
* Aptitude à travailler dans un environnement multiculturel ;
* Aptitude à communiquer de façon efficace et écrite les informations techniques complexes destinées au public technique et au grand public ;
* Une planification stratégique solide, une gestion axée sur les résultats et de bonnes capacités de rédaction de rapport ;
* Sensibilité et adaptabilité sans distinction de genre, de religion, et de race.
 |

**6. Documents constitutifs de l’offre**

|  |
| --- |
| Les consultants intéressés doivent inclure dans leurs offres les documents/informations ci-dessous : **1. Proposition technique :**1. Une note explicative sur la compréhension des termes de référence et les raisons de la candidature ;
2. Une brève présentation de l’approche méthodologique et de l’organisation envisagée de la mission (chronogramme et plan de travail) ;
3. CV incluant notamment les expériences acquises dans les projets, domaines similaires ou connexes et 3 références.

**2. Lettre d´offre avec une proposition financière – *Lettre de soumission au PNUD confirmant l´intérêt et la disponibilité du prestataire individuel (IC) pour la mission* – Annexe 2*** Le/la Consultant(e) doit remplir et signer la *Lettre de soumission au PNUD confirmant l´intérêt et la disponibilité du prestataire individuel (IC) pour la mission* – Annexe 2.
* Le/la Consultant(e) doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire (le modèle du tableau des couts est joint à la Lettre de soumission – pages 4-5).
 |

**7. Evaluation**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Le/la consultant/e individuel sera évalué sur la base de la méthodologie de **Notation combinée.** Lorsque cette méthode d’évaluation est utilisée, le contrat est attribué au consultant individuel dont l’offre a été évaluée et jugée :* Répondante/conforme/ acceptable et,
* Ayant reçue la note globale pondérée la plus élevée sur la base des critères technique et financier spécifiés

\*Pondération de l’évaluation technique : 70 % \*Pondération de l’évaluation financière : 30 %L’évaluation des offres se déroule en deux temps. L’évaluation des propositions techniques est achevée avant l’ouverture et la comparaison des propositions financières.Le marché sera attribué au/à la Consultant(e) ayant présenté le meilleur score combiné (rapport qualité/prix, évaluation cumulative).1. *Les propositions techniques*

Les propositions techniques seront évaluées sur leur degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| **Critères d´évaluation**  | **Points** |
| Le/la soumissionnaire a-t-il/elle un diplôme de maîtrise en sciences économiques et Finances, Sciences de l’Environnement ou domaine équivalent ? | 15 |
| Le/la soumissionnaire a-t-il/elle au moins 8 ans d’expérience analytique et pratique dans le secteur des Finances et de l’économie en particulier en lien avec le secteur privé, la gestion de l’environnement, le secteur des investissements et de la finance ? | 25 |
| L´approche méthodologique proposée est-elle claire et appropriée aux produits décrits/attendus dans les termes de référence ?   | 35 |
| Le chronogramme/plan de travail proposé est-il cohérent et réaliste pour garantir la réalisation effective des principaux livrables attendus de la mission comme explicité dans les TDR ? | 25 |
| **Total note proposition technique**  | **100** |

**Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée a 70%.*****Seulement les candidats ayant obtenu la note minimale de 70/100 à l´évaluation technique seront considérés pour l’évaluation financière.***1. *Les propositions financières*

Dans une deuxième étape du processus d’évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées ; une note financière sera calculée pour chaque proposition sur la base de la formule :* ***Note financière A = [(Offre financière la moins disante)/Offre financière de A] x 30***

**Le/la Consultant (e) avec le cumul de notes (Technique + Financière) le plus élevé sera retenu pour le contrat.**Le/la Consultant(e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts dans l´Annexe II (Lettre de soumission au PNUD). Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter, dans le Tableau des coûts, la ventilation de ce montant forfaitaire.Le/la consultant/e devra inclure tous les frais lui permettant d’exécuter la mission suivant la durée prévue. Les paiements seront effectués sur la base de la production des livrables tels que mentionné dans la Section 3 – Livrables et Tranches de Paiement. |

**8. Autres informations pertinentes**

|  |
| --- |
| * Le soumissionnaire retenu de 65 ans ou plus sera appelé à présenter un certificat médical complet ainsi qu´un certificat d’aptitude physique à travailler et à voyager. Les frais des examens seront à sa charge et le rapport médical devra être approuvé par un médecin approuvé par les Nations Unis.
* Le consultant retenu devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire les **formations sécuritaires requises** avant tout démarrage de mission (ces certificats sont obtenus en ligne, le PNUD fournira tous les détails au consultant retenu au moment de l´attribution du contrat).
 |

**ANNEXES**

**ANNEX 1 – Termes et Conditions des contrats IC (Individual Contracts)**

****

**ANNEX 2 – Lettre de soumission au PNUD confirmant l´intérêt et la disponibilité du prestataire individuel (IC) pour la mission (y compris le tableau des couts)**

****

1. <https://donnees.banquemondiale.org/> [↑](#footnote-ref-1)